

**ASSOCIATION DE PROTECTION JURIDIQUE ET
D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
DES MAJEURS 11 (A.P.A.M 11)**

9 Rue Bourrerie

BP 84

11 304 LIMOUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2023

**Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,**

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association de Protection juridique et d'Accompagnement social des Majeurs (APAM 11)** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre Association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

1) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er janvier 2023** à la date d'émission de notre rapport.

III. Observations

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur le résultat des activités sous contrôle des tiers financeurs, qui aura une incidence sur le financement des administrations de contrôle pour les exercices ultérieurs.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre association sur la base des éléments disponibles à ce jour concernant les modalités définitives d'arrêt des résultats des exercices précédents conditionnés à l'avis des autorités administratives, assurant le financement des activités de l'association.

Les notes de l'annexe exposent également :

- La constitution d'une provision pour risque de 25 769 euros en vue de faire face au risque « Diminution ZRR ».
- La constitution d'une provision pour charge de 30 272 euros pour indemnités de départ à la retraite.
- La constitution d'une provision règlementée de 9 637 euros pour la couverture du Besoin en Fond de Roulement (BFR).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

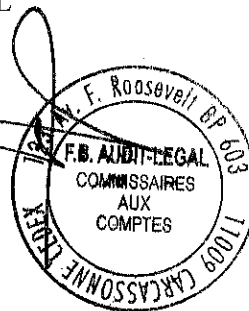
Fait à CARCASSONNE.

Le 03 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

F.B. Audit Légal SARL

Hakim BELHABCHI



BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

ACTIF		Exercice 2023		2022	Ecart en %
		Brut	Amort. et provisions	Net	
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'Etablissement				
	Frais de Recherche et développement	7 704	7 704		
	Donation temporaire d'usufruit				
	Concessions, Brevet, licences, logiciels..	31 446	31 446	3 927	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel	744 027	495 518	248 509	-2%
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations & Créances Rattachées	15		15	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	9 784		9 784	
	Autres	10 500		10 500	
	TOTAL I	803 476	534 667	268 808	-4%
A C T I F C I R C U L A N T	STOCK ET EN COURS				
	CRÉANCES				
	Créances clients, et cptes rattachés	132 211		132 211	-48%
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	55 855		55 855	5%
	Valeurs mobilières de placement				
	Instrument de trésorerie				
	Disponibilités	1 197 965		1 197 965	18%
	Charges constatées d'avance	1 339		1 339	19%
	TOTAL II	1 387 370		1 387 370	5%
	Frais d'émission de emprunt (III)				
	Prime de remboursement des emprunts (IV)				
	Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		2 190 846	534 667	1 656 179	3%

BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

PASSIF		2023	2022	Ecart en %
F O N D S P R O P R E S	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE			
	Subventions d'investissement non renouvelables			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires	273 278	273 278	
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation			
	RESERVES			
	Réserves statutaires ou contractuelles	187 448	187 448	
D E T T E S	Réserve pour projet de l'entité	263 880	287 678	-8%
	Autres			
	Report à nouveau	225 308	160 602	40%
	Excédent ou déficit de l'exercice	29 583	40 909	
	SITUATION NETTE (sous total)	979 498	949 914	
	Fonds propres consommables			
	Subvention d'investissement			
	Provisions réglementées	9 637	9 637	3%
	TOTAL I	989 135	959 551	3%
	FONDS REPORTEES OU DEDIEES			
D E T T E S	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds Dédies	160 852	133 260	21%
	TOTAL II	160 852	133 260	21%
	PROVISIONS			
	Provisions pour risques	70 490	62 202	13%
	Provisions pour charges			
	TOTAL III	70 490	62 202	13%
	Emprunts obligataires et assimilés			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
	Emprunts et dettes financières diverses			
D E T T E S	Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	35 865	42 271	-15%
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	388 848	396 312	-2%
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes	7 434	7 418	
	Instruments de trésorerie			
	Produits constatés d'avance	3556	3615	
	TOTAL IV	435 702	449 615	-3%
	Ecart de conversion Passif (V)			
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 656 179	1 604 629	3%

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT	2023	2022	Ecart en %
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	140	190	
Ventes de biens			
Ventes de prestations de service			
Produits des tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	2 877 275	2 762 431	4%
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			
Utilisation des fonds dédiés			
Autres produits			
TOTAL I	2 877 415	2 762 621	4%
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	35 486	32 456	9%
Variation des stocks			
Autres achats et charges externes	371 604	368 069	1%
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	199 489	178 955	11%
Salaires et traitements	1 635 847	1 538 259	6%
Charges sociales	555 240	537 368	3%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 576	45 410	11%
Dotations aux provisions	15 154	17 722	-14%
Reports en fonds dédiés	27592	33128	
Autres charges			
TOTAL II	2 890 988	2 751 366	5%
1. RESULTAT DE FONCTIONNEMENT COURANT	-13 573	11 255	

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2023

COMPTE DE RESULTAT	2023	2022	Ecart en %
PRODUITS FINANCIERS :			
De participation			
D'autres valeurs mobilières de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	10 417	1 938	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL III	10 417	1 938	
CHARGES FINANCIERES :			
Dotations aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilés			
Différence négative de change			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement			
TOTAL IV			
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	10 417	1 938	
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-3 156	13 194	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			
Sur opération en capital			
Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges	34 621	26 474	31%
TOTAL V	34 621	26 474	31%
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		696	
Sur opération en capital			
Dotations aux amortissements et aux provisions			
TOTAL VI		696	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	34 621	25 779	34%
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôt sur les bénéfices (VIII)	1 882	177	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 922 454	2 791 034	5%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	2 892 870	2 752 239	5%
SOLDE INTERMEDIAIRE	29 583	38 795	
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		2 114	
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
EXCEDENT OU DEFICIT	29 583	40 909	-28%

ANNEXE COMPTABLE

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers. Elle comporte des éléments d'informations complémentaires au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Ces éléments d'informations ne sont mentionnés que s'ils ont une importance significative.

Cette annexe se présente comme suit :

- Faits caractéristiques de l'exercice
- Règles et méthodes comptables générales
- Règles et méthodes comptables particulières au secteur social
- Autres commentaires

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- 1 ZRR - IOG: Exonération dégressive des charges sociales patronales liée au fait que le canton de Limoux soit placé en Zone de Revitalisation Rurale. Cette exonération est valable pour les salariés en poste avant le 01/11/2007, seulement et pour ceux dépendants du siège social à Limoux.
Cela représente environs 1 384 € par mois d'exonération soit 16 613€ en 2023. Ce montant a été corrigé de la Réduction Générale droits déductibles s'il n'y avait pas l'exonération ZRR. La ZRR en sa totalité représente 23 239€
- 2 Fonds dédiés et indemnité de départ à la retraite.
Pour un suivi particulier de la provision de l'indemnité de départ à la retraite dont le financement est acté par nos financeurs du service MJPM, à partir de l'exercice 2020, cette provision est comptabilisée en fonds dédié et s'élève au 31/12/2023 à 127 270€.
- 3 Autres Fonds dédiés: Nos financeurs du service MJPM ont accordé un montant de 40 000€ sur l'exercice 2020 pour la mise en place d'une Gestion Electronique des Données plus poussée (GED MAGIS) et basculer sur la Nouvelle Génération (NG) le logiciel professionnel Uni-T ou encore pour redimensionner ses serveurs et ses connexions. Utilisé à hauteur de 12 090€ de 2020 à 2022, le solde restant d'élève à 27 909€.
Pour 2022 La mise en place du coffre fort numérique "IMAG'IN" n'a pas été réalisée alors que l'APAM11 a reçu son financement à hauteur de 5 673€. Ce montant est porté en Fonds Dédiés.
Le montant total soit 33 582€ est comptabilisé au 31/12/2023 en Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement.
- 4 Revalorisation Ségur pour certaines catégories de personnel.
Cette revalorisation salariale est actée pour le service MJPM, elle est financée et payée.
L'arrêté de revalorisation ne concerne pas dans son texte les salariés des services MASP.
Les départements de l'Aude et des P.O. n'ont pas souhaité financer cette revalorisation.
Par décision du Conseil d'Administration de l'APAM11, les salariés du service MASP de la même grille de salaire que ceux du service MJPM bénéficiant de la revalorisation ont malgré tout été revalorisés à partir de septembre 2022.
Cela a représenté en 2023 pour ces deux services MASP 51 132€ de revalorisation (charges patronales comprises) dont 19 129€ qui concernent l'exercice 2022 (Le versement des primes du service MASP 11 a débuté en 2023 avec rétroactivité à septembre 2022).
- 5 Concernant le service MASP66, le fonctionnement du GCSMS (Groupement APAM11/AT 66) prend de nouvelles dispositions. Auparavant, les membres facturaient le GCSMS au prix de la mesure accordée par département 66, le financeur du GCSMS.
Pour 2023 les membres, d'un commun accord, ont facturés le GCSMS à hauteur de leurs Charges opérationnelles respectives (Charges d'exploitation + Charges de personnel + Frais des véhicules de service).
Il est prévu que le GCSMS lors de son AG 2024 décidera d'affecter le résultat 2023 à parts égales aux membres sous forme de quote part de résultat.
La quote part affectée à l'APAM11 sera comptabilisée sur le prochain exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES GENERALES

Les présents comptes annuels sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases:

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucune dérogation à ces prescriptions légales n'est à signaler sur l'exercice clos.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29-11-83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du PCG applicable à la clôture de l'exercice. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels est conforme au règlement ANC 2018-06 évoqué ci-dessus.

L'association applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2003-07 relatifs respectivement, à l'amortissement et dépréciation des actifs, et à la comptabilisation des immobilisations par composants.

La période d'amortissement est désormais fondée sur la valeur réelle d'usage. Aucune modification n'a été nécessaire sur les immobilisations actuelles de l'association.

Cependant, par dérogation, les associations peuvent continuer à amortir dans leurs comptes leurs immobilisations non décomposables selon un seul et même plan d'amortissement non décomposé. C'est ce dernier choix que l'association a retenu.

L'association APAM11 a pour objet l'exercice des mesures de protection sur mandat judiciaire, l'aide aux personnes dans leurs démarches et formalités relatives à la gestion de leur patrimoine),

REGLES ET METHODES COMPTABLES PARTICULIERES AU SECTEUR SOCIAL

Depuis le 1er janvier 2009 l'association relève de l'art. n° 312-1 du CASF, et à ce titre se conforme au plan comptable des établissements sanitaires et médicaux sociaux privés.

AUTRES COMMENTAIRES

- 1 L'indemnité de départ à la retraite est provisionnée et ajustée à chaque clôture d'exercice selon la méthode rétrospective. Pour tenir compte des nouveaux textes applicables en matière de retraite, la formule de calcul tient désormais compte de l'âge minimum requis pour le départ à la retraite de 62 à 64 ans.

La provision, est dotée à 100%.

Depuis l'exercice 2020 la provision du service MJPM est comptabilisée en Fonds dédiés,

- 2 Les jours de congés payés acquis/non pris en fin d'exercice sont recensés et valorisés au coût réel. La provision, charges sociales comprises, est dotée à 100%.

- 3 Il a été constitué en 2023 deux provisions pour risques et charges,

- Une provision de 7 067€ pour couvrir le risque de revalorisation du loyer de Narbonne car le bailleur n'a pas fait jouer son droit à cette revalorisation. Il conserve ce droit pendant cinq ans.
- Une provision de 7 382€ pour charge au regard des nouveaux droits des salariés à acquérir des congés payés pendant un arrêt maladie. Un salarié en longue maladie est concerné.

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2023

ETAT DES DETTES

Charges à payer	Montant
Fournisseurs et comptes rattachés :	35 865
- Fournisseurs	20 394
- Fournisseurs, factures non parvenues	15 471
Personnel et comptes rattachés :	258 897
- Conseil d'Etablissement et Oeuvres Sociales	105
- Provision congés payés	258 682
- Personnel autres charges à payer	111
Organismes sociaux :	87 723
- URSSAF	53 103
- MUTUELLE SANTE	4 062
- RETRAITE	15 469
- RETRAITE CADRES	2 310
- PREVOYANCE	10 187
- MEDECINE DU TRAVAIL	
- Personnel charge à payer	2 603
Etat :	14 239
- PRELEVEMENT A LA SOURCE	1 461
- TAXE SUR LES SALAIRES	10 696
- IMPOTS SUR LES SOCIETES	1 882
Formation professionnelle et Effort construction :	27 988
- OPCO SANTE Formation continue	21 810
- CILDA Effort à la construction	6 178
Autres dettes :	7 434
- Compte solidarité	6 733
- Autres charges à payer	1 701
TOTAL	432 146

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2023

CRÉANCES

Produits à recevoir	Montant
Clients comptes rattachés	132 211
- Organismes financeurs MJPM DDCSPP	
- Organismes financeurs MASP11 DEPARTEMENT AUDE	52 885
- Organismes financeurs MASP66 GCSMS	77 600
- Protégés - Compte solidarité	1 728
Personnel et Organismes sociaux :	640
- Divers personnel	
- Indemnités journalières (cpam / prévoyance)	640
Etat & autres collectivités publiques	
- Etat	
Autres créances :	55 216
- Organismes de formations	20 964
- Tribunal d'Instance	
- Divers	
- Interets bancaires	
- Majeurs Protégés du service MJPM	34 251
TOTAL	188 066

CHARGES ET PRODUITS CONSTATS D'AVANCE

Charges et produits constatés d'avance	Montant
CHARGES	1 339
- Charges constatés d'avance	1 339
TOTAL	1 339
PRODUITS	3 556
- Produits constatés d'avance	3 556
TOTAL	3 556

31 DECEMBRE 2023

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur brute fin d'exercice
Etudes, recherches	7 704			7 704
Logiciels	31 446			31 446
Agencement	502 491	14 094		516 585
Matériel de bureau	13 619			13 619
Mobilier	94 496			94 496
Matériel Informatique	99 074	26 380	6 128	119 325
TOTAL	748 831	40 473	6 128	783 176

AMORTISSEMENT	Amortis. en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise d' amortissement	Amortis. en fin d'exercice
Etudes, recherches	7 704			7 704
Logiciels	27 518	3 927		31 446
Agencement	310 734	25 909		336 643
Matériel de bureau	8 502	1 508		10 010
Mobilier	78 646	2 578		81 224
Matériel Informat.	57 115	16 654	6 128	67 641
TOTAL	490 219	50 576	6 128	534 668

	Montant début d'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Montant fin. d'exercice
FONDS et RESERVES				
Subv. non renouvel.	0			0
Fds propres ss droit de reprise	273 278			273 278
Réserves	475 126	59 798	83 596	451 328
TOTAL	748 404	59 798	83 596	724 607

REPORT à NOUVEAU				
R.A.N APAM11	132 025		6 308	125 717
R.A.N DGF MJPM	59 800	136 661	59 799	136 663
R.A.N MASP AUDE	0			0
R.A.N MASP PO	-36 469	15 099		-21 370
Dépenses non opposables	5 245	667	21 615	-15 702
TOTAL	160 602	152 427	87 721	225 308

PROVISION PERSONNELS ET COMPTES RATTACHES				
Prov. congés payés	214 204	44 478		258 682
Précarité -Valeur point- Prime	70 021		70 021	0
TOTAL	284 225	44 478	70 021	258 682

PROVISIONS REGLEMENTEES				
Pour couverture du BFR	9 637	0	0	9 637
TOTAL	9 637	0	0	9 637

PROVISION POUR RISQUES				
Risque et Charges d'exploitation	0	14 449		14 449
Diminution ZRR	25 769			25 769
Provision Risque MASP66	5 322		5 322	0
Indem Départ à la retraite	31 111	705	1 544	30 272
TOTAL	62 202	15 154	6 866	70 490

FONDS DEDIES				
Indem Départ retraite MJPM	99 678	27 592		127 270
Subvention de fonctionnement	33 582			33 582
TOTAL	133 260	27 592	0	160 852